



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Intervention militaire des États-upolinis au Venezuela

Question au Gouvernement n° 1143

Texte de la question

INTERVENTION MILITAIRE DES ÉTATS-UNIS AU VENEZUELA

Mme la présidente . La parole est à Mme Mathilde Panot.

Mme Mathilde Panot . Les États-Unis sont une puissance impérialiste. Ils ne connaissent que leur intérêt. Cet intérêt est hostile au droit des peuples et à la France comme puissance de paix. Donald Trump vient d'agresser le Venezuela en toute illégalité. Il s'en est vanté, comme il s'est vanté des bombardements sur des civils et de l'enlèvement du président et de son épouse. Avec Poutine et Netanyahu, il détruit le droit international. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.)*

Il admet qu'il agit pour le pétrole vénézuélien. Pourtant, il y a toujours des agents du service après-vente du Pentagone pour faire la propagande à sa place. Certains voudraient faire croire que les États-Unis agissent pour la liberté et la démocratie. Trump, qui opprime les femmes, les LGBT, les musulmans et les réfugiés, est repeint en héros des droits humains par des atlantistes fanatisés.

M. Julien Odoul . Et le Hamas, que fait-il ?

Mme Mathilde Panot . Personne n'est dupe. L'enjeu n'est pas la nature du gouvernement vénézuélien. Les changements qui doivent intervenir appartiennent au peuple et à lui seul. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP. – Mme Elsa Faucillon applaudit également.)* L'enjeu est d'affirmer que de telles agressions, au mépris de la Charte des Nations unies, sont inacceptables. La France doit parler d'une voix forte pour s'opposer à cet impérialisme forcené, aux côtés de la Colombie, du Brésil, du Mexique ou encore de l'Espagne. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP.)*

Mme Marine Le Pen . Et de Cuba ?

Mme Mathilde Panot . Emmanuel Macron nous fait honte. Ni condamnation ni mention de l'agresseur : jusqu'où le Président abaissera-t-il la France ? Pourquoi s'est-il couché devant Donald Trump en refusant de défendre le droit international ? Pourquoi défendre l'Otan au service d'un État qui nous menace et nous rançonne ?

Monsieur le premier ministre, accepter que le droit international soit à géométrie variable, c'est légitimer le règne de la violence généralisée *(Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP)* ; c'est cautionner l'invasion de l'Ukraine et le génocide du peuple palestinien ; c'est s'incliner devant l'annexion du Groenland, annoncée par Trump, et devant ses menaces au sujet de Cuba ou de la Colombie.

La France ne sera jamais la vassale des États-Unis et de son dirigeant d'extrême droite. Monsieur le premier ministre, plutôt que la servilité devant un empire, quand allez-vous retrouver la voix d'une France non alignée, pour la paix et pour le droit international ? *(Les députés du groupe LFI-NFP se lèvent et applaudissent.)*

Mme la présidente . La parole est à M. le premier ministre.

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre* . Je crois avoir été clair sur l'agression et l'opération militaire menées par les États-Unis d'Amérique. Pardon de vous le dire, mais c'est la première question que vous me posez depuis que j'ai été nommé premier ministre : si je suis d'accord avec vous sur l'idée qu'il ne faut pas de double standard, je ne peux pas, du point de vue du droit international, partager la lecture que vous faites de la nature même du régime de Nicolás Maduro au Venezuela. (*« Eh oui ! » sur plusieurs bancs des groupes EPR et DR. - Vives exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

Mme Mathilde Panot. On a donc le droit d'enlever un président ?

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre* . La dernière opération électorale était viciée et les résultats n'ont même pas été promulgués. La police vénézuélienne pratique la torture et la détention sans raison. Il n'y a aucune séparation des pouvoirs. (*Applaudissements sur les bancs du groupe HOR. - Protestations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

M. Julien Odoul . C'est leur modèle !

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre* . On ne peut pas dire que la police de la République tue, que la France n'est pas une démocratie, et refuser d'admettre que le régime de Nicolás Maduro était une dictature ! La position de la France, c'est la parole équitable, sans double standard. C'est toute la vérité, rien que la vérité ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR.*)

Données clés

Auteur : [Mme Mathilde Panot](#)

Circonscription : Val-de-Marne (10^e circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1143

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 janvier 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 7 janvier 2026